*À imprimer sur papier à en-tête du demandeur*

**DÉCLARATION DU DEMANDEUR**

|  |
| --- |
| Par la présente, je soussigné(e) **[nom, prénom], [fonction]** de **[*rayez la mention inutile :* nom de l’entreprise [ou] de l’organisme]**, habilité(e) à représenter le demandeur, sollicite de la BEI un financement en vue de la réalisation de l’action ou du programme de travail dans les conditions énoncées dans la présente demande au titre du Mécanisme ELENA.Je certifie que les informations contenues dans la présente demande sont exactes et que le demandeur **n’a pas reçu ni sollicité d’autres fonds provenant du budget de l’Union européenne** en vue de financer l’action ou le programme de travail faisant l’objet de la présente demande d’aide non remboursable.Je déclare sur l’honneur que le demandeur ne se trouve pas dans l’un des cas d’exclusion qui l’empêcheraient d’obtenir un financement de l’UE et **déclare à cet effet que le demandeur ne se trouve pas dans l’une des situations suivantes**:1. le demandeur est en état de faillite ou de liquidation, il fait l’objet d’une procédure d’insolvabilité, ses biens sont administrés par un liquidateur ou sont placés sous administration judiciaire, il a conclu un concordat préventif, il se trouve en état de cessation d’activités, ou dans toute situation analogue résultant d’une procédure de même nature prévue par les législations ou réglementations nationales ;
2. au cours des cinq dernières années, le demandeur a fait l’objet d’un jugement définitif ou d’une décision administrative définitive liés au non-respect de ses obligations relatives au paiement des impôts ou des cotisations de sécurité sociale conformément au droit applicable et ces obligations demeurent impayées, à moins qu’un arrangement contraignant n’ait été mis en place pour le paiement de celles-ci ;
3. au cours des cinq dernières années, le demandeur ou des personnes ayant des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle sur lui ont été condamnés pour des infractions commises dans le cadre de l’exercice de leur profession au terme d’un jugement définitif qui affecterait leur capacité à exécuter une action cofinancée au titre d’ELENA, pour l’une des raisons suivantes :
4. fourniture par négligence d’informations trompeuses qui peuvent avoir une incidence sensible ou présentation frauduleuse de fausses déclarations requises pour la vérification de l’absence de motifs d’exclusion ou le respect des critères de sélection ou dans l’exécution d’un marché ou d’une convention ;
5. conclusion d’un accord avec d’autres personnes en vue de fausser la concurrence ;
6. tentative d’influence indue sur le processus décisionnel du pouvoir adjudicateur lors de la procédure d’attribution ;
7. tentative d’obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure d’attribution ;
8. au cours des cinq dernières années, le demandeur ou des personnes ayant des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle sur lui ont fait l’objet d’un jugement définitif pour :
9. fraude ;
10. corruption ;
11. participation à une organisation criminelle ;
12. blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme ;
13. infractions terroristes ou infractions liées à des activités terroristes, ou incitation, aide, complicité ou tentative de commettre de telles infractions ;
14. travail des enfants ou autres formes de traite des êtres humains.

Je déclare et certifie expressément que le demandeur ne fait pas l’objet d’une décision d’exclusion reprise dans la base de données du système de détection rapide et d’exclusion (EDES) mise en place et exploitée par la Commission européenne.***Pour les demandeurs qui ne sont pas considérés comme des organismes ou entités de droit public (dans le cas contraire, veuillez considérer comme sans objet) :***Je déclare et certifie expressément que le demandeur, au cours des cinq dernières années, n’a pas fait l’objet d’un jugement définitif ou d’une décision administrative définitive de la part d’une juridiction ou autorité nationale jugeant que le demandeur a été créé dans l’intention de se soustraire illégalement à des obligations fiscales, sociales ou à toute autre obligation légale applicable sur le territoire où se trouve son siège statutaire, son administration centrale ou son établissement principal.**Nom du demandeur :** **Nom et prénom du représentant légal :** **Titre ou fonction au sein de l’organisme du demandeur :** **Signature du représentant légal du demandeur :** **Date :**  |
| Votre demande de financement au titre du Mécanisme ELENA sera traitée électroniquement. Toutes les données à caractère personnel transmises avec votre demande (à savoir les données à caractère personnel figurant dans les CV, telles que noms, adresses électroniques, etc.) seront traitées par la Banque conformément au règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l’Union et à la libre circulation de ces données aux seules fins de l’évaluation du bien-fondé de votre demande de financement au titre du Mécanisme ELENA. Les déclarations comprises dans le présent formulaire et toutes les autres données à caractère personnel demandées par la BEI au stade de la demande sont nécessaires pour évaluer la conformité de cette dernière avec les exigences légales énoncées dans l’accord de contribution conclu entre la BEI et la Commission européenne sur le Mécanisme ELENA et avec les autres règles et politiques applicables à la BEI. Les informations figurant dans votre déclaration ne seront traitées qu’aux fins de l’évaluation de votre demande. Les destinataires finaux des données à caractère personnel figurant dans la documentation fournie avec votre demande sont : le(s) service(s) de la BEI chargé(s) de la mise en œuvre du Mécanisme ELENA, la Commission européenne et les organes d’audit et de contrôle de l’UE, dont la Cour des comptes européenne, l’OLAF et le Parquet européen. Vous avez le droit d’accéder à vos données, de les rectifier, de les supprimer ou d’en limiter le traitement en adressant une demande correspondante au responsable du traitement des données à l’adresse suivante : elena@eib.org. Toute personne dont les données sont traitées par la Banque peut à tout moment déposer une plainte auprès du Contrôleur européen de la protection des données. Si vous estimez qu’un cas de mauvaise administration s’est produit dans le cadre des activités de la BEI au titre du Mécanisme ELENA, vous pouvez déposer une plainte en suivant la procédure décrite sur le site web de la BEI : <https://www.eib.org/fr/about/governance-and-structure/control_and_evaluation/ombudsman.htm> |